

## Les intellectuels français face à la guerre sino-japonaise (1931-1939)

Marie BOUCHEZ

En novembre 1931, un comité rassemblant onze associations et six personnalités organise un meeting afin « d’alerter l’opinion et de l’informer<sup>1</sup> » sur ce qui n’est encore qu’une « guerre en Mandchourie ». L’invasion de cette province chinoise par les Japonais le 18 septembre 1931 n’est que le début d’un conflit qui, selon les membres du « Comité d’action contre la guerre en Mandchourie », « ne peut rester limité<sup>2</sup> ». Ce comité d’action contre la guerre en Mandchourie regroupe les partisans d’une gauche pacifiste et internationaliste, depuis le catholique social Marc Sangnier et son parti, la Jeune République, jusqu’au philosophe anticolonialiste Félicien Challaye, de même que les pacifistes Camille Drevet et Pierre Scize.

Ce rassemblement témoigne d’un engagement précoce de certains intellectuels de gauche en faveur de la Chine, assiégée par le Japon. Si la mobilisation demeure importante jusqu’en août 1939 – date du dernier numéro de la revue *Chine*, principal média des soutiens français de la Chine – les acteurs intellectuels changent entre 1931 et 1939, de même que les modes d’intervention en faveur de la Chine assiégée. On entendra ici par intellectuel des individus ayant des traits communs (niveau intellectuel ou d’éducation élevé, prise de position particulière collective sur un enjeu culturel général appuyé sur leur notoriété<sup>3</sup>). La profusion des archives révélant ce combat méconnu invite ainsi à considérer de manière particulière l’engagement des intellectuels français pour la Chine, « lointaine par la distance mais si proche de notre cœur<sup>4</sup> ».

À partir de là, en quoi l’évolution des intellectuels de gauche engagés en faveur de la Chine révèle-t-elle des modalités d’engagement tant symboliques que matérielles d’autant plus remarquables que le pays ne bénéficie pas de la proximité géographique et culturelle de l’Espagne ?

### *Quelle est la gauche mobilisée pour la Chine ? (1931-1938)*

#### *La Chine dans le discours des intellectuels communistes (1931-1936)*

Le groupe des intellectuels de gauche qui s’engage en faveur de la Chine n’est pas un bloc monolithique et immuable. Bien au contraire, le Comité d’action contre la guerre en Mandchourie, qui regroupait des associations et des intellectuels issus d’une gauche large semble disparaître dès 1932, date du Congrès d’Amsterdam qui rassemble 2 187 délégués. Orchestré par l’Allemand Willi Münzenberg, homme-lige du Komintern, ce congrès de masse ainsi que le suivant, qui aboutissent à la création du Comité contre la guerre et le fascisme (dit aussi Amsterdam-Pleyel) en 1933, font de la Chine l’un des sujets de lutte du Parti communiste français. La Chine devient ainsi l’un des points de la « lutte anti-impérialiste », dogme « qui a force de loi<sup>5</sup> » chez les partisans communistes. Le journal *Front*

<sup>1</sup> La Contemporaine, Paris, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES 250 (Chine), « Que se passe-t-il en Mandchourie », décembre 1931.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Christophe Charle, « Transformations universitaires et évolutions de la vie intellectuelle en France depuis les années 1880 jusqu’aux années 1960 », Tokyo, Maison Franco-japonaise, 28 février 2017.

<sup>4</sup> André Pommery, « L’œuvre de la guerre totale », *Chine*, n° 1, avril 1938.

<sup>5</sup> Yves Santamaria, « Le prototype de toute mission : le comité de lutte contre la guerre dit “Amsterdam-Pleyel” (1932-1936) », *Communisme*, n° 18-19, 1988, p. 77.

*mondial*, fondé en février 1933 par le prix Goncourt de littérature Henri Barbusse, consacre ainsi au moins un article à la Chine dans chacun des 16 numéros. Parmi les 25 rédacteurs, la plupart sont affiliés au Parti communiste ou bien en sont les « compagnons de route » comme Gabrielle Duchêne, Léo Wanner ou Romain Rolland<sup>6</sup>. Jusqu'en octobre 1933, les rédacteurs de *Front mondial* ne font pas de distinction explicite entre le gouvernement officiel de la Chine, dirigée par Chiang Kai-shek, et la Chine soviétique menée par Mao Zedong, qui a établi la première république soviétique au Jiangxi en septembre 1931, préférant s'adresser aux « masses laborieuses<sup>7</sup> ». Dans les discours communistes, le peuple chinois est alors la proie d'un double impérialisme : celui des Japonais, les « Prussiens d'Extrême-Orient<sup>8</sup> » selon la formule de Barbusse, mais aussi celui des « puissances impérialistes » européennes et américaines. Mais, dès 1932, le prix Nobel Romain Rolland, qui s'est rapproché du PCF, désignait quant à lui la Chine soviétique comme première victime de l'impérialisme :

« NOUS EN APPELONS : au nom de la Chine assaillie – au nom de l'URSS menacée, au nom des peuples de la terre – au nom des grands espoirs de l'humanité, que suscite et soutient en nous le réveil des races d'Asie opprimée [...] je crie : À l'aide ! Aux assassins – et je dénonce à la face du monde, l'ignoble mensonge des gouvernements d'Europe et d'Amérique, en premier lieu de celui de la France, dont une poignée d'aventuriers au service des marchands de canons allonge sur la terre leurs mains rapaces et utilisent l'impérialisme militaire du Japon [...], pour trancher les têtes de la révolution<sup>9</sup>. »

Le discours se précise dès 1934, année de naissance de l'Association des amis du peuple chinois, la première à se préoccuper exclusivement de la Chine. L'un de ses fondateurs, le linguiste René Étiemble, la présente ouvertement comme « une association de soutien à Mao Tsö-tong<sup>10</sup> ». On retrouve d'ailleurs parmi les onze premiers adhérents à l'Association Étienne Constant, pseudonyme de Sofia Janku, qui écrit déjà dans *Front mondial*. La compagne du député communiste Gabriel Péri est d'ailleurs un véritable « œil de Moscou<sup>11</sup> » selon René Étiemble. Mais on y trouve aussi des universitaires sympathisants de la Révolution russe comme les sinologues Marcel Granet et Louis Laloy, l'ethnologue Paul Rivet ou bien encore André Malraux<sup>12</sup>. L'Association fustige Chiang Kai-shek, dont la traque des communistes fait de lui un « bourreau du peuple chinois<sup>13</sup> », aux côtés des impérialismes européens.

Jusqu'en 1936, le groupe des intellectuels de gauche se préoccupant de la Chine est donc restreint. Il concerne ainsi quelques dizaines d'intellectuels proches, pour la plupart, du Parti communiste, et pour qui la Chine ne représente qu'un exemple d'un discours calqué sur les mots d'ordre de l'URSS.

#### *Un nouvel élargissement permis par le RUP (1936-1938)*

La fondation du Rassemblement universel pour la Paix (RUP), va permettre à une gauche intellectuelle française plus large de s'engager pour le pays. Le Rassemblement universel pour la Paix est la dernière grande œuvre de Willi Münzenberg, avant sa rupture avec le Komintern, en 1938<sup>14</sup>. Si les Soviétiques affirment ne pas en être à l'origine, la naissance du mouvement vient battre en brèche cette affirmation, ne serait-ce que par la présence dans le

<sup>6</sup> *Front mondial*, avril 1933.

<sup>7</sup> « Pour le pacifisme combatif », *Front mondial*, février 1933.

<sup>8</sup> « Des armes pour le Japon ? Non ! », *Front mondial*, mars 1933.

<sup>9</sup> La Contemporaine, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/250 (Chine), télégramme de Romain Rolland, avril 1932.

<sup>10</sup> René Étiemble, *Quarante ans de mon maoïsme (1934-1974)*, Paris, Gallimard, NRF, 1976, quatrième de couverture.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>12</sup> Qualifié par René Étiemble de « trotskyste », *ibid.* Quatrième de couverture.

<sup>13</sup> « Le peuple chinois lutte victorieusement contre ses bourreaux », *Front mondial*, avril 1935.

<sup>14</sup> Annette Nogarède-Grohmann, « Les réseaux d'intellectuels de l'Entre-deux-guerres : l'exemple de Willi Münzenberg (1889-1940) », *Enquêtes, revue de l'école doctorale*, vol. 188, n° 3, 2018, p. 15.

Comité dirigeant du RUP du Russe Louis Dolivet, l'un des plus fervents partisans de l'Internationale communiste. Cette organisation qui revendique « plus de 400 millions d'adhérents à travers le monde<sup>15</sup> » est dirigée par le Britannique Lord Robert Cecil et le Français Pierre Cot, ministre de l'Air du gouvernement Léon Blum, favorable à la collaboration franco-soviétique.

Cependant, à mesure que le fascisme étend son ombre, et à la faveur de l'éloignement de Willi Münzenberg, le RUP semble se défaire de l'emprise de l'URSS. En son sein, une gauche plurielle va mettre au point une stratégie originale pour défendre la Chine dans son ensemble, alors que le Front uni signé en 1937, réconcilie pour un temps Chiang Kai-shek et Mao Zedong. Les intellectuels français engagés pour la Chine appartiennent donc au RUP, et à l'Association des Amis du peuple chinois qui s'est étoffée depuis sa création. En février 1938, la section française groupe « cinquante-deux organisations syndicales, pacifiques, culturelles et d'anciens combattants, des partis politiques, des organisations de femmes et de jeunes<sup>16</sup> ». Les membres du comité directeur de l'Association ainsi que les rédacteurs de la revue *Chine* font apparaître un noyau d'une soixantaine d'intellectuels de gauche engagés pour la Chine. Autrefois maoïste, l'Association s'est ouverte, comme en témoignent ses présidents, les socialistes Maurice Viollette et Marius Moutet, le républicain-socialiste Joseph Paul-Boncour, le radical Édouard Herriot et le communiste Léon Jouhaux. Le comité directeur compte pour sa part quatre socialistes, trois radicaux, ainsi que des universitaires présents depuis la création de l'Association, comme Marcel Granet ou Lucien Lévy-Bruhl, plus discrets sur leur positionnement politique. Les intellectuels proches du parti communiste demeurent néanmoins les plus nombreux, une dizaine au sein du comité. L'élargissement de l'Association des amis du peuple chinois, dont la direction passe de 25 à 40 membres entre novembre 1937 et avril 1938 démontre que la Chine devient le centre des préoccupations d'une partie de la gauche française qui proclame : « Sauver la Chine, c'est sauver la paix<sup>17</sup> ! »

Pour lui venir en aide, les intellectuels français mettent sur pied des actions visant à recevoir une aide matérielle, comme des discours plus persuasifs, afin d'émouvoir l'opinion. Notre propos s'intéressera surtout au second volet de cet engagement pour la Chine qui cherche à frapper l'opinion française, parce qu'il illustre l'ampleur de la mobilisation déployée pour la Chine entre 1937 et 1939.

### ***Une mobilisation multiple en faveur de la Chine***

#### *Persuader par les mots*

Le Front uni permet aux intellectuels engagés pour la Chine de l'intégrer dans le camp des démocraties, auquel appartiennent aussi la France et l'Espagne en guerre. La République chinoise est dès lors considérée comme la pointe avancée de la démocratie en Extrême-Orient. Autrefois bourreau du peuple chinois, Chiang Kai-shek est désormais érigé en héros par l'Association des amis du peuple chinois, qui lui ouvrent régulièrement les colonnes de leur revue. En novembre 1938, l'Association envoie au généralissime chinois un télégramme signé par 30 intellectuels, dont 13 universitaires :

<sup>15</sup> Rachel Mazuy, « Le Rassemblement Universel pour la Paix (1931-1939) : une organisation de masse ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 30, n° 1, 1993, p. 40-44. En ligne : [https://doi.org/10.3406/mat.1993.404091] (Persée, consulté en décembre 2021). Ce chiffre n'est pas non plus remis en cause par Michel Dreyfus et peut s'expliquer par les réseaux des 25 organisations internationales qui adhèrent au RUP, dont certaines, comme la CGT qui revendique « 5 millions d'adhérents » (« Nouvelles de France-La campagne pour le boycott des marchandises japonaises », *Chine*, n° 8, janvier février 1939).

<sup>16</sup> « Information sur l'Association des amis du peuple chinois et son activité », *Chine*, n° 1, avril 1938.

<sup>17</sup> Conférence « Sauver la Chine, c'est sauver la paix ! », organisée par le RUP à Londres les 12 et 13 février 1938.

« À l'occasion vingt-septième anniversaire fondation république chinoise assurant votre excellence le peuple et l'armée chinoise de notre solidarité agissante dans lutte héroïque contre envahisseurs japonais et pour magnifique élan vers liberté et progrès<sup>18</sup>. »

Afin d'être bien compris par l'opinion, les discours des intellectuels français rassemblent donc dans un même camp les démocraties française et chinoise, qui, comme l'écrit le professeur d'histoire-géographie Jean Hugonnot, « luttent en ce moment pour leur commune liberté, et pour la commune libération des peuples, pour la sauvegarde d'une paix sans cesse mise en péril par le fascisme international<sup>19</sup> ». Par opposition, le Japon est assimilé aux fascismes italien et allemand, tandis que les intellectuels établissent un lien de cause à effet entre les agressions commises par les fascismes européens et le militarisme japonais. Henri Reynaud, secrétaire de la CGTU, explique avec clarté :

« Il y a une sorte de circuit de l'agression. L'impunité dont a bénéficié l'agresseur nippon lorsqu'il s'est attaqué à la Mandchourie a eu pour effet d'encourager d'autres aventures : l'aventure italienne en Éthiopie, l'aventure Italo-allemande en Espagne. À leur tour ces entreprises de conquête ont enhardi le militarisme japonais à se lancer à la conquête de la Chine<sup>20</sup>. »

Par conséquent, les intellectuels utilisent dans leurs discours une dichotomie entre les forces de paix, de liberté et de justice incarnés par la Chine et les démocraties européennes, et le fascisme des « empires de proie et de races orgueilleuses<sup>21</sup> » selon l'expression de Romain Rolland. Ces appels à aider la Chine amie sont relayés par la presse, média traditionnel de l'engagement intellectuel, mais aussi par les photographies et le cinéma, nouveaux supports en vogue.

#### *Les médias au service de la cause chinoise*

Les partisans de la Chine mettent en place une presse spécialement dédiée à la guerre sino-japonaise. Le RUP lance les versions anglaise et française du *Service Extrême-Orient* en mai 1938. Mais c'est la revue *Chine*, créée en 1934 par l'Association des amis du peuple chinois, qui devient le principal support écrit des partisans de la Chine, lors de sa reparation en avril 1938. La revue multiplie alors les « photos chocs<sup>22</sup> » mettant en scène des enfants chinois mutilés ou des femmes hurlant dans les décombres. Cette campagne peut s'appuyer sur le précédent de la guerre d'Espagne, « guerre la plus photogénique qu'on n'ait jamais vue<sup>23</sup> ». Comme pour la guerre d'Espagne, les photos appartiennent essentiellement à trois catégories : celle montrant des enfants et des femmes victimes de violences ; celle mettant en lumière des combattants, hommes ou femmes, et enfin les photographies mettant en valeur les chefs dirigeants. Ainsi, les rédacteurs de *Chine* conservent un archétype issu de la guerre d'Espagne : celui de faire des femmes et enfants des « figures insoutenables qui peuvent atteindre le moral de l'opinion [et] qui obéissent au code de l'horreur et démontrent une règle de base de la propagande : l'ennemi ne respecte pas les lois de la guerre, c'est un barbare, la lutte est celle du Bien contre le Mal<sup>24</sup> ».

Sans doute ces images, provenant de l'agence Chekiai, agence de presse du Guomindang, sont-elles relayées par les réseaux chinois en France qui ont adhéré à l'Association des amis

<sup>18</sup> « Nouvelles de France », *Chine*, n° 6, novembre 1938.

<sup>19</sup> Jean Hugonnot, « Affinités franco-chinoises », *Chine*, n° 4, juillet-août 1938.

<sup>20</sup> Henri Reynaud, « Nos devoirs envers la Chine agressée », *Chine*, n° 5, septembre-octobre 1938.

<sup>21</sup> « Témoignages à l'occasion des un an de *Chine* », *Chine*, n° 10, avril 1939.

<sup>22</sup> Christian Birebent et Elodie Gavrilof, *La Chine et le monde de 1919 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2013, p. 110.

<sup>23</sup> Expression du photographe espagnol Pere Català Pic, cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *Les intellectuels français et la guerre d'Espagne, une guerre civile par procuration (1936-1939)*, Paris, Éditions du félin, 2019, p. 165.

<sup>24</sup> Laurent Gervereau, « La guerre n'est pas faite pour les images », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 80, n° 4 2003, p. 83-88, en ligne : [https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2003-4-page-83.htm] (consulté en décembre 2021).

du peuple chinois dont « [le] Kuomintang, la fédération chinoise en Europe pour le salut de la patrie, le cercle d'études chinoises et l'association des étudiants chinois<sup>25</sup> ». Les intellectuels chinois qui entretiennent des liens avec leurs homologues français concourent à illustrer la barbarie japonaise. Marcel Granet est sollicité dès novembre 1937 par les membres de la Croix-Rouge d'Hankou tandis que l'appel du maire de Canton, relayé par le RUP, fait état de 1 000 morts et 5 500 blessés [dont des mères] horriblement écrasées avec leur bébé qu'elles serraient dans leurs bras<sup>26</sup> ». Cet appel qui utilise les mêmes figures symboliques que celles présentées dans *Chine*, bouleverse le monde intellectuel français dans son ensemble. Il provoque la conférence contre le bombardement des villes ouvertes, à laquelle dix écrivains français qui n'appartiennent pas au RUP, comme François Mauriac, apportent leur soutien par écrit.

Le Rassemblement universel pour la Paix permet aussi à des intellectuels de se rendre en Chine, afin de témoigner du désastre de la guerre sino-japonaise. Le premier envoyé spécial du RUP en Chine est Pierre Scize, journaliste à *Paris-Soir* et ancien pacifiste revenu mutilé de la Première Guerre mondiale. Il rapporte de la Chine des articles au ton humaniste et émouvant, qui projettent le lecteur au cœur de la désolation du conflit :

« Ils sont là, ces 800 gosses entassés, couchant sur des nattes, à même le sol, ou bien assis devant de longues tables dans des classes, ou encore poussant, d'une paire de baguettes rapides le riz dans leurs petites bouches voraces. Des garçons, des filles, au teint délicat, aux yeux cernés, pour la plupart maigres et tristes... 800 peut-être, à peu près sauvés, vêtus, nourris. Et il y en a plus de cinq cent mille à pourvoir dans toute la Chine. Des orphelins... [...] Bientôt, il fallut en recueillir des millions dans les fossés, au coin d'un champ, au fond de misérables abris, des tout-petits perdus qui pleuraient.

- D'où es-tu ?
- De là-bas...

Et les petites mains montraient l'horizon vague où fumaient des villages incendiés<sup>27</sup>. [...] »

Si la presse demeure le premier média de communication utilisé par les intellectuels pour appeler à aider la Chine, à partir de 1936, leur engagement s'appuie sur un nouveau média de diffusion de masse : le cinéma. Trois films documentaires sont ainsi projetés en France, à l'occasion de soirées culturelles, organisées par l'Association des amis du peuple chinois. Lors de la conférence contre le bombardement des villes ouvertes, les équipes du RUP projettent le film « Villes bombardées », montages des villes martyres d'Éthiopie, d'Espagne et de Chine. Deux autres films ont une audience plus large encore. Il s'agit de *La Tragédie chinoise*, réalisé par Claude Morgan, projeté « à plus de 25 soirées dans Paris et sa banlieue<sup>28</sup> » entre novembre et décembre 1938, et des *400 millions*, du Hollandais communiste Joris Ivens, déjà auteur d'un film sur la guerre d'Espagne. Morgan et Ivens présentent leur film de manière similaire, le premier affirmant montrer « le vrai visage de la Chine, [...] qui lutte autant pour son propre salut que pour le salut et la liberté du monde<sup>29</sup> ». De son côté, Ivens qui bénéficie d'une double page dans le numéro 11 de *Chine*, retrace l'histoire de « 400 millions d'hommes qui, tout en œuvrant pour leur indépendance, luttent en même

<sup>25</sup> « Information sur l'Association des amis du peuple chinois et son activité », *op. cit.*

<sup>26</sup> La Contemporaine, fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/ 250, dossier divers « Appel du maire de Canton », 10 juin 1938.

<sup>27</sup> Pierre Scize, « Les horreurs de la guerre », *Le Journal des Nations*, 29 au 30 mai 1938, International Institute of Social History, ARCH 01165, dossier 174.

<sup>28</sup> « Nouvelles de France », *Chine*, n° 7, 15 décembre-15 janvier 1939.

<sup>29</sup> *Ibid.*

temps contre l'agresseur avec une foi inébranlable, qui plonge ses racines dans sa grande culture traditionnelle<sup>30</sup>. »

La force de l'image animée qui a « la capacité de restituer la vie<sup>31</sup> » permet aussi de présenter au public les acteurs d'une Chine désormais unie depuis la réconciliation entre le Guomindang et le Parti communiste. Parmi ces personnes, les femmes sont mises en valeur, notamment les deux sœurs Soong, épouses de Sun Yat-sen et de Chiang Kai-shek. En France aussi les femmes se mobilisent pour la Chine. Groupées en réseaux, sous la houlette de l'énergique Gabrielle Duchêne, compagne de route du PCF, les femmes françaises sont des femmes d'action, journalistes ou activistes. Mais, afin d'émouvoir davantage l'opinion, elles préfèrent axer leur communication en faveur de la Chine sur le rôle universel de la femme : celui de mère. À l'occasion de la Noël 1939, elles supplient : « Nous souhaitons du fond du cœur que dans chaque maison française où se dressera l'arbre de Noël, [...] des mains des grands comme de celles des petits tombe une offrande généreuse pour ceux qui souffrent en Chine<sup>32</sup>. » Cette campagne, alliée à des événements plus ponctuels comme des galas organisés par les Amis du peuple chinois, permet à la fois de sensibiliser l'opinion et de récolter des fonds pour la Chine. Au total, les soirées cinématographiques permettent de récolter plus de 20 000 francs<sup>33</sup> entre novembre 1938 et juillet 1939.

Ainsi les intellectuels français engagés pour la Chine multiplient les modes d'action propres à toucher l'opinion. La presse écrite consacrée à la Chine est particulièrement mobilisée par l'entremise du RUP et de l'Association des amis du peuple chinois. Au poids des mots vient s'ajouter la force de l'image, fixe ou animée, propre à émouvoir le spectateur. Ces actions culturelles permettent également un engagement matériel pour la Chine grâce à la collecte de fonds.

*Quelle est l'influence de cet engagement sur le conflit sino-japonais ?*

Quelle est alors l'audience des partisans de la Chine auprès de la population française ? En mars 1938, les Amis du peuple chinois affirment que « 5 000 personnes ont pris part à une manifestation<sup>34</sup> » appuyée par la CGT en faveur du boycott des produits japonais. Les soirées cinématographiques rassemblent quant à elles jusqu'à « 3 000 personnes<sup>35</sup> », des intellectuels comme des anonymes. Les rédacteurs de *Chine* y voient « un succès moral qui a montré de manière éclatante combien la sympathie du peuple français envers la Chine est durable<sup>36</sup> ». Mais, si la population semble adhérer aux incitations des partisans de la Chine, l'État français semble quant à lui freiner les initiatives des intellectuels français en faveur de la Chine, alors que la guerre se fait plus pressante. Au moment où les collectes de fonds et de médicaments s'intensifient, le ministre de l'Intérieur refuse par exemple d'autoriser l'Association des amis du peuple chinois à mener une collecte nationale. La raison invoquée illustre toute l'ambiguïté de la stratégie diplomatique française : une telle collecte serait « contraire à l'attitude de neutralité qu'il convient d'observer dans le conflit d'Extrême-Orient<sup>37</sup> ».

<sup>30</sup> « 400 millions par Joris Ivens », *Chine*, n° 11, mai 1939.

<sup>31</sup> Anne Kerlan « Filmer pour la Nation : le cinéma d'actualité et la constitution d'une mémoire visuelle en Chine, 1911-1941 », *Études chinoises*. Association française d'études chinoises, 2012, Art et Mémoire en Chine et à Taiwan, XXXI (2). En ligne : [https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01427154] (consulté en décembre 2021), p. 116.

<sup>32</sup> La Rédaction, « Par amour pour les vôtres », *Chine*, n° 7, décembre 1938-janvier 1939.

<sup>33</sup> *Chine*, n° 6, novembre 1938, n° 8, janvier-février 1939, n° spécial, 13 au 14 juillet-août 1939.

<sup>34</sup> « Information sur l'Association des amis du peuple chinois et son activité », *op. cit.*

<sup>35</sup> Lors de la soirée du 21 octobre 1938.

<sup>36</sup> « Nouvelles de France », *Chine*, numéro spécial, juillet-août 1939.

<sup>37</sup> [Sans doute Louis Laloy], « L'aide aux blessés et aux orphelins chinois est interdite en France ? », *Chine*, n° 8, janvier-février 1939.

L'objectif secret est ici de tenter de préserver l'Indochine, alors que les Japonais ont envahi l'île d'Hainan en février 1939, à 300 km seulement des côtes indochinoises.

On observe donc un engagement multiforme d'une part de la gauche française en faveur de la Chine. Nous avons axé notre propos sur la stratégie de communication développée par les intellectuels, ainsi que sur les acteurs qui se font les vecteurs de cet engagement, pourtant majoritairement confiné à l'impuissance sur le plan politique. Si les intellectuels les plus politisés choisissent donc d'embrasser un engagement « universaliste<sup>38</sup> » de type dreyfusard, d'autres intellectuels font un choix différent.

### *S'engager pour qui et dans quel but ? Itinéraires croisés de savants*

Les sinologues, que l'on aurait pu croire acquis à la cause de la Chine, appartiennent en fait à la sociabilité intellectuelle où les disparités de l'engagement s'observent le plus. Ces sinologues, professeurs à l'Institut des Hautes Études Chinoises, choisissent de s'engager à des degrés divers et pas forcément pour la Chine.

#### *Louis Laloy, la Chine au cœur*

Louis Laloy est musicologue, spécialiste de la musique chinoise et de Debussy. Il chemine aux côtés de la République de Chine avant même sa création, puisqu'il est proche de Sun Yat-sen depuis 1903. Sa connaissance de la civilisation chinoise est telle que lors d'une cérémonie d'hommage en 1946, le représentant de la Chine déclare que Laloy « était tellement imprégné de notre vieille civilisation qu'il s'en était fait une règle de vie<sup>39</sup> ». Sympathisant de gauche, il observe avec inquiétude la montée de l'expansionnisme japonais et devient secrétaire de l'Association des amis du peuple chinois en 1937. C'est à lui que l'on doit par exemple une lettre portant sur la collecte de médicaments pour la Chine, en décembre 1938. Avec son collègue juriste Jean Escarra, Louis Laloy est l'un des sinologues les plus engagés. En cela il se distingue des fondateurs de l'IHEC Marcel Granet et Paul Pelliot.

#### *Marcel Granet : un engagement par le culturel*

Marcel Granet est spécialiste de la Chine ancienne. Disciple d'Édouard Chavannes, premier sinologue « complet », et du sociologue Marcel Mauss, il a été professeur à l'École des Langues Orientales avant de prendre la tête de l'IHEC en 1927. Son amitié avec Marcel Mauss, socialiste affirmé, le classe parmi les intellectuels de gauche. Cependant, Granet ne va pas s'engager pour la Chine de la même façon que Louis Laloy. Marcel Granet adhère à l'Association des amis du peuple chinois dès 1935, mais ne signe aucun article dans *Chine* à partir de la repartition du bulletin en 1938. Il ne prend pas davantage la parole lors de meetings organisés par cette même association, comme ont pu le faire Louis Laloy ou Paul Langevin.

L'engagement de Marcel Granet prend une autre forme. Le directeur de l'IHEC est un professeur apprécié de ses étudiants chinois, qui l'interpellent et lui font part de leurs difficultés, alors que la guerre fait rage dans leur pays. Ainsi, dans cette lettre de février 1938, un étudiant chinois écrit :

« Originaire de Hgnan-Houi [Anhui] ma famille habite toujours à Han-Tcheou [Hangzhou], ville récemment détruite et occupée par les troupes japonaises. Depuis elle ne m'a plus donné le moindre signe

<sup>38</sup> La formule de Michel Foucault est reprise par Frédérique Matonti et Gisèle Sapiro, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1, n° 176-177, 2009, p. 4-7. En ligne : [https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2009-1-page-4.htm] (consulté en décembre 2021).

<sup>39</sup> Collège de France, IHEC, carton 30, discours de Tsien Tai, ambassadeur de la République de Chine, lors d'une cérémonie d'hommage à Louis Laloy, Marcel Granet, Paul Pelliot et Henri Maspero, 14 décembre 1946.

de vie. En fuite ou en captivité nous l'ignorons, mais à cause de ce brusque changement imprévu, nous, ma femme et moi, tombons dans une situation pécuniaire très difficile et devant un avenir bien noir. Nous savons que le monde intellectuel de la France, vu l'état pénible où se trouvent les étudiants chinois résidant en France à l'heure actuelle, est alerté pour s'occuper de cette jeunesse en détresse<sup>40</sup>. »

Marcel Granet va donc tenter d'apporter son aide aux étudiants chinois les plus méritants. Il le fait à travers la Société Franco-Chinoise d'Éducation, dirigée par le ministre des Colonies socialiste, Marius Moutet. Celui-ci indique :

« Nous avons pensé que la seule manière d'exprimer notre solidarité et notre sympathie à nos amis chinois cruellement éprouvés était, en cette année tragique pour eux, de chercher à coopérer aux œuvres de secours ; secours aux étudiants de France, lesquels à la veille d'achever leurs études se sont trouvés privés de moyens d'existence.

En ce qui concerne le premier point de ce programme, Monsieur le professeur Granet s'était adressé à notre comité signalant la situation de certains étudiants particulièrement intéressants<sup>41</sup>. »

En 1939, la Société Franco-Chinoise d'Éducation s'engage dans des actions plus concrètes en faveur de la Chine, auxquelles Marcel Granet apporte son concours. Marius Moutet évoque par exemple, « la vente de vignettes et de cartes postales, [de] porte-bonheurs réalisés par de jeunes artistes et étudiants chinois<sup>42</sup> ». Une manifestation d'hommage à la culture chinoise est mise sur pied, à laquelle le ministre de l'Éducation nationale Jean Zay accepte d'« accorder son patronage<sup>43</sup> ». Marcel Granet y prononce une conférence, chose qu'il n'a jamais faite lors des galas de l'Association des amis du peuple chinois.

Le sinologue Marcel Granet s'engage donc pour la Chine à travers les échanges franco-chinois. Il choisit de s'en tenir à son domaine de spécialité, ce qui fait de lui un intellectuel « spécifique<sup>44</sup> ». Son collègue Paul Pelliot fait lui aussi preuve d'un engagement prudent.

#### *Paul Pelliot : un autre objet d'engagement*

Durant les années 1920, 1930, Paul Pelliot est considéré comme le plus grand sinologue français. Homme d'action autant qu'érudit, il a joué des poings en Chine au moment de la révolte des Boxers en 1900. Il parle quatre langues, et il est nommé Professeur au Collège de France en 1911, à seulement 33 ans.

Paul Pelliot est donc bien au fait de l'actualité politique de l'Asie, mais semble pourtant s'en désintéresser ostensiblement, notamment au moment de la guerre sino-japonaise. Un discours tenu à l'occasion de l'un de ses voyages en Chine en 1933, alors que la guerre sino-japonaise dure depuis deux ans est particulièrement éclairant. Paul Pelliot est accueilli à Pékin par Li Yuying, apôtre de la collaboration intellectuelle franco-chinoise. Celui-ci s'exclame :

« Ce soir nous souhaitons la bienvenue à Monsieur Paul Pelliot, le plus grand sinologue du monde. [...] Actuellement, nous traversons une période difficile : nous luttons pour notre existence même. C'est dans ces circonstances critiques que nous recevons un grand ami. [...] Nous sommes sûrs qu'après son retour en France, M. Pelliot fera connaître la vraie situation de notre peuple pour éclairer l'opinion mondiale sur ceux qui ont tort et ceux qui ont raison<sup>45</sup>. »

Li Yuying semble donc attendre que Paul Pelliot fasse connaître la situation difficile des Chinois à son retour en France. Mais l'érudit lui répond en ces termes :

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> « Rapport moral et financier de la Société Franco-Chinoise d'Éducation en 1938 », Archives du Ministère des Affaires étrangères, FRMAE 417 QO, dossier 396.

<sup>42</sup> « Rapport moral et financier de la Société Franco-Chinoise d'Éducation en 1939 », *ibid.*

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> F. Matonti et G. Sapiro, « L'engagement des intellectuels », *op. cit.*

<sup>45</sup> « Paul Pelliot Pelliot à l'Université franco-chinoise », *Les Annales franco-chinoises*, n° 25, 1<sup>er</sup> trimestre 1931.



« Vous avez ajouté que j'étais venu un moment critique. Je ne l'ai pas fait exprès. Mais je suis heureux d'être auprès de vous. [...] Vous m'avez demandé mon appui. Il vous est acquis bien que je ne sache pas encore comment vous le manifester. En tout cas c'est mon désir de m'initier à tout ce que je puis, [...] surtout dans le domaine des choses intellectuelles et civiques<sup>46</sup>. »

La formule de Paul Pelliot, révèle que le sinologue n'est pas sciemment venu en Chine durant la guerre sino-japonaise, et qu'il préfère lui aussi s'en tenir aux choses « intellectuelles et civiques », c'est-à-dire relevant uniquement de son domaine de compétences. Soldat durant la Première Guerre mondiale, c'est à la France que Paul Pelliot réserve son engagement. À partir de la Seconde Guerre mondiale, le sinologue choisit en effet de s'engager dans la Résistance. Le Professeur Edmond Faral, qui fut son collègue au Collège de France raconte :

« En 1940, une effroyable tornade s'abat sur la France. L'ennemi est là, occupant victorieux [...] diabolique, calculateur. Ah ! Pelliot, comme votre courage s'est aussitôt mis, si simplement et si résolument au service du vrai, du seul devoir<sup>47</sup> ! »

Paul Pelliot mène ainsi des actions de résistance discrètes : il poursuit les séances de la Société asiatique sans en demander l'autorisation aux Allemands, puis hisse le drapeau français au fronton du musée d'Ennery, annexe du musée Guimet, dont il est conservateur. Cette action lui vaut d'ailleurs « une incarcération par les Allemands. Jamais il ne plia<sup>48</sup> », selon son collègue René Grousset. Paul Pelliot se révèle ici comme le digne successeur de son maître, Édouard Chavannes, qui s'était impliqué dans l'aide aux soldats blessés durant la Première Guerre mondiale. Au contraire de Paul Pelliot, certains spécialistes de l'Asie choisissent de s'engager dans la résistance active. C'est le cas de Joseph Hackin, conservateur du musée Guimet qui rejoint le Général de Gaulle à Londres. Sa femme et lui sont à l'origine des Comités de la Libération, et sont tués dans le torpillage de son bateau en 1942, alors qu'ils effectuaient une mission pour le compte de la Résistance.

Comment expliquer que, dans leur grande majorité, les sinologues de l'IHEC semblent se désintéresser de la Chine durant les années 1930-1940 ? On peut tout d'abord confirmer l'hypothèse de Jacques Guillermez, saint-cyrien devenu sinologue. Il estime que, par leurs sujets d'études qui portent surtout sur la Chine ancienne, les sinologues de l'IHEC sont trop éloignés des préoccupations de la Chine contemporaine. Nous formulons quant à nous une autre hypothèse. Marcel Granet et Paul Pelliot sont des intellectuels peu politisés, contrairement à des savants comme Paul Langevin. Ils se sont formés auprès d'intellectuels qui estiment que « la supériorité morale de la science épuise toute autre tentative d'intervention<sup>49</sup> ». Par ailleurs, ces professeurs ont été fortement marqués par la Première Guerre mondiale, et estiment qu'en 1940, il faut à nouveau défendre la France, avant toute autre considération. Leur engagement se porte donc sur la France et non sur la Chine, elle aussi occupée.

Il semble donc que la Chine, aux prises avec la guerre sino-japonaise, révèle plusieurs facettes de l'engagement des intellectuels français. Certains choisissent une implication qui rappelle celle de l'Affaire Dreyfus, alliant le choc des images à celui des mots. Cet engagement émane de figures politisées, proche de celui du Parti communiste. À ce propos, la guerre sino-japonaise permet d'observer l'évolution des acteurs de l'engagement pour la Chine. Peu nombreux mais provenant d'une gauche plurielle en 1931, la Chine devient

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> Edmond Faral lors de la mort de Paul Pelliot, Collège de France, Fonds Pelliot, 16 CDF 334.

<sup>48</sup> René Grousset, « La mort de Paul Pelliot », *Le Figaro*, 31 octobre 1945, Cdf, Fonds Pelliot, *ibid.*

<sup>49</sup> Christophe Prochasson, « Jalons pour une histoire du "non-engagement" », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 60, n° 1, 1998, p. 104. En ligne : [<https://doi.org/10.3406/xs.1998.2761>] (consulté en décembre 2021).

prétexte à l'idéologie communiste entre 1932 et 1936. La fondation du RUP permet à un noyau d'une soixantaine d'intellectuels issue des grands partis de gauche de se mobiliser. Ces derniers utilisent alors des modes d'actions symboliques ou matériels pour venir en aide à la Chine. La multiplicité des moyens d'action et des médias sollicités indiquent que la Chine unifiée n'est plus un pays étranger et inaccessible. D'autres intellectuels font le choix de s'engager différemment. Les directeurs de l'IHEC agissent par le biais des échanges franco-chinois, préférant s'en tenir à leur domaine de compétence. Par ailleurs, aux yeux des sinologues de l'IHEC, c'est la France occupée durant la Seconde Guerre mondiale qui a besoin d'aide et à qui certains, comme Joseph Hackin, offrent leur vie. Ces sinologues préfèrent s'engager selon des moyens qui respectent leur domaine de compétences, et deviennent donc des intellectuels spécifiques. Savants avant tout, ils refusent un engagement marqué politiquement, et préfèrent des actions plus discrètes, comme à travers les échanges franco-chinois.